

# 10 BONNES RAISONS DE CHANGER LES CHOSES

## 1 La hausse des prix de 80% - La misère en travaillant

A l'occasion du passage à l'Euro, les prix des produits de base ont augmenté de 80%, au bénéfice des entreprises de la grande distribution. Mais officiellement, l'inflation pendant cette période n'a été que de 2% par an.

Alors que les prix augmentent, les salaires réels (après impôts, taxes et cotisations diverses, loyer, eau et électricité) n'ont pas augmenté depuis 20 ans, et les salariés ne bénéficient jamais des fruits de la croissance, malgré les fantastiques bénéfices réalisées par les entreprises.

Aujourd'hui, le salaire d'une majorité de salariés est à peine suffisant pour assurer la survie quotidienne. Autrefois, les seuls pauvres étaient des chômeurs. Avec le "nouvel ordre économique", il est devenu normal d'être pauvre en travaillant.

Dans le même temps, les multinationales affichent des [profits records](#) qui bénéficient pour l'essentiel aux actionnaires, rarement à l'investissement, et jamais aux salariés.

## 2 Deux poids et deux mesures pour les salariés et les dirigeants d'entreprises

L'écart entre les salaires est devenu astronomique. Par ailleurs, lorsqu'un salarié commet la moindre faute, il est licencié sans pitié. Le plus souvent, il est même licencié sans avoir commis de faute.

Dans le même temps, les dirigeants qui ont ruiné leur entreprise conservent leur poste en bénéficiant même d'une augmentation de salaire (comme Serge Tchuruk à Alcatel), ou bien ils reçoivent des millions d'euros d'indemnités de départ (comme Michel Bon à France Telecom, ou Jean-Marie Messier à Vivendi Universal, parti avec 20 millions d'euros, soit 27.600 fois les indemnités de chômage du salarié de base).

En 2002, le salaire moyen des PDG des grandes entreprises françaises était de **2.070.000 euros** par an. Pour gagner la même somme, un salarié de base devrait travailler pendant 172 ans. (\*)

(\*) entreprises du CAC 40, l'indice boursier des 40 plus grandes entreprises françaises  
Pour la liste complète des salaires des patrons du CAC 40, voir l'article sur le "[capitalisme vampire](#)"

### 3 Deux poids et deux mesures pour la justice

Selon la constitution et la [déclaration des droits de l'homme de 1789](#), la justice est la même pour tous. La réalité est devenue bien différente.

Alors qu'on accorde toujours plus de liberté aux entreprises, le citoyen ordinaire est soumis à une répression policière de plus en plus oppressante, et à des réglementations de plus en plus contraignantes. A la moindre faute de sa part, les sanctions sont impitoyables.

Récemment, un automobiliste a été condamné à 2 ans de prison ferme pour un excès de vitesse qui n'a pas causé d'accident. Une mère de famille peut être condamnée à 4 mois de prison ferme si ses enfants ne sont pas allés à l'école. Et José Bové a été condamné à 18 mois de prison ferme pour avoir arraché des plants de maïs transgéniques dans un champs.

Dans le même temps, et dans des affaires qui ont causé des préjudices beaucoup plus graves, les élites politiques et économiques bénéficient d'une impunité systématique. Ainsi, Jean-Claude Trichet (ancien président de la Banque de France et membre du Groupe de Bilderberg) a été "totalement blanchi" à propos des malversations financières du Crédit Lyonnais. De même, Roland Dumas a échappé à une condamnation dans l'affaire d'Elf-Aquitaine, des frégates de Taiwan et de leurs commissions occultes. Et dans l'affaire du "sang contaminé", le ministre de la santé Edmond Hervé a été condamné à quelques mois de prison ferme, mais a été "dispensé de peine" par le tribunal. Etc, etc...

### 4 Le décalage entre les impôts élevés et l'inefficience croissante des services de l'état

Malgré la médiocrité des services publics, les impôts demeurent à des niveaux très élevés. En additionnant l'impôt sur le revenu, les impôts locaux, l'impôt foncier, la TVA et les taxes sur l'essence, les prélèvements de l'état représentent plus de la moitié du revenu d'un salarié moyen.

Dans le même temps, la qualité de l'éducation se dégrade faute de professeurs en nombre suffisant, faute de locaux adaptés, et faute d'un matériel pédagogique moderne (ordinateurs, magnétoscopes, etc.).

Pire encore est le délabrement des services de santé. Dans les hôpitaux, il devient habituel que des blessés attendent pendant 24 heures sur un

brancard dans les couloirs, faute de chambres et de personnel médical. Les opérations sont réalisées "à la chaîne" et les erreurs médicales se multiplient. A cause du manque d'hygiène dans les hôpitaux, les malades ont 1 chance sur 4 d'être contaminés par des maladies nosocomiales mortelles ou fortement invalidantes, causées par des bactéries devenues résistantes aux antibiotiques et qui abondent en milieu hospitalier (à cause de l'emploi abusif des antibiotiques par les médecins).

## 5 Le sabotage organisé des services publics pour justifier leur privatisation

Les gouvernements organisent le sabotage des services publics dont l'inefficacité est ensuite utilisée comme prétexte pour justifier leur privatisation.

Voici ce que l'on peut lire à propos de l'éducation publique dans un document de l'OCDE, l'[organisation](#) des Maîtres du Monde qui est également à l'origine de l'[AMI](#):

"Si l'on diminue les dépenses de fonctionnement, il faut veiller à ne pas diminuer la quantité de service, **quitte à ce que la qualité baisse**. On peut réduire, par exemple, les crédits de fonctionnement aux écoles et aux universités, mais il serait dangereux de restreindre le nombre d'élèves ou d'étudiants. Les familles réagiront violemment à un refus d'inscription de leurs enfants, mais non à une baisse graduelle de la qualité de l'enseignement.

Cela se fait au coup par coup, dans une école et non dans un établissement voisin, de telle sorte qu'on évite un mécontentement général de la population." (*extrait du "Cahier de politique économique" n°13 de l'OCDE*)

## 6 La corruption à tous les niveaux de l'Etat

Le décalage entre les impôts élevés et la médiocrité des services de l'état est causé principalement par la corruption, présente à tous les niveaux de l'administration: commune, département, région, état.

Une autre cause de ce décalage est le train de vie somptuaire des ministres et des hauts fonctionnaires: luxueux appartements et voitures de fonction, déplacements en avion et en hélicoptère, voyages à l'étranger, nombreuses escortes de motards, gardes républicains mobilisés pour un protocole pompeux, repas avec les mets les plus raffinés, cocktails et réceptions dont le coût atteint couramment 100.000 euros pour une soirée... Tout ceci est une autre façon de détourner l'argent du contribuable.

## 7 Les subventions abusives distribuées par l'Etat aux entreprises

Si l'état manque d'argent pour l'éducation, la santé ou les retraites, c'est aussi à cause des subventions abusives versées à des grandes entreprises, sous prétexte qu'elles vont créer des emplois, et quelquefois sans prétexte du tout. Puis une fois les subventions empochées, l'entreprise délocalise ses usines dans un pays où la main d'oeuvre est encore moins chère, ou la fiscalité plus avantageuse.

## 8 La tromperie des "35 heures"

En 1998, le gouvernement de Lionel Jospin présentait sa grande mesure sociale: le passage aux 35 heures de travail hebdomadaire (au lieu de 39 auparavant), en échange d'une baisse des salaires, de l'instauration de la "flexibilité" (une mesure que les entreprises réclamaient depuis 20 ans), et d'une baisse des cotisations sociales des entreprises. Le résultat est aujourd'hui un déficit de 12 milliards d'euros de la Sécurité Sociale. Un déficit qui devra être payé par les salariés (si les cotisations augmentent), ou bien par les contribuables (si l'état prend en charge le déficit), ou encore par la population dans son ensemble (si les remboursements de soins diminuent).

Autrement dit, le gouvernement Jospin a fait un "cadeau" aux salariés, tout en leur demandant de payer pour ce cadeau. En fait, les salariés ont même payé un prix supérieur à la valeur du cadeau.

Pour éviter que les salariés s'aperçoivent de la supercherie, le MEDEF (le syndicat des entreprises) a pris soin de protester vigoureusement contre les 35 heures.

## 9 Les accords multilatéraux négociés dans le dos des citoyens et qui vident la démocratie de son contenu

Depuis 10 ans, le pouvoir réel a été transféré progressivement et discrètement vers des organisations non-élues (OMC, OCDE, Commission Européenne) qui sont entièrement au service d'intérêts particuliers (intérêts des entreprises multinationales) au lieu de l'intérêt général. Les accords multilatéraux ([AMI](#), [AGCS](#)) élaborés dans le secret et l'opacité par ces mêmes organisations ont vidé la démocratie de son contenu. Ces accords réduisent en effet considérablement le pouvoir et le droit des états à jouer leur rôle de régulation dans le domaine économique, social, et environnemental.

## 10 Le saccage de l'environnement par les entreprises, en toute impunité

Par la pollution, le CO2, la déforestation, la destruction des paysages sauvages et de la biodiversité, les "prédateurs" saccagent la nature en toute impunité. L'homme et l'environnement sont sacrifiés aux intérêts économiques des multinationales, et un avenir bien sombre se dessine pour les générations futures. Le point de non-retour écologique est sur le point d'être franchi. Pour les citoyens de cette planète, c'est **maintenant** qu'il faut agir.

"Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple, et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs."

*Article 35 de la constitution française de l'An 1 (24 juin 1793)*

© [syti.net](http://syti.net), 2003